



Favoriser la cohésion sociale dans les contextes frontaliers

Leçons tirées de l'expérience des communautés d'accueil et des migrants à Casablanca

Elise Delespesse & Charles Martin-Shields

Résumé

Ces dernières années, le Maroc est passé du statut de pays de transit et d'émigration à celui de pays d'installation. Cette évolution est en grande partie due à l'augmentation des restrictions frontalières et des refoulements, lesquels ont rendu les routes migratoires vers l'UE moins accessibles. En conséquence, Casablanca, qui accueillait déjà des migrants de manière durable, s'affirme désormais davantage comme un lieu central d'installation urbaine que comme une étape transitoire du parcours migratoire. Des entretiens menés avec des ONG et des OSC travaillant avec des migrants urbains et des personnes déplacées à Casablanca ont mis en évidence les façons dont la coopération au développement peut avoir un impact positif sur les contextes de migration urbaine.

En effet, l'attitude plus permissive des autorités locales de Casablanca à l'égard des communautés migrantes contraste avec les pratiques policières répressives courantes à Rabat et dans les zones frontalières, ouvrant ainsi un espace à l'émergence d'organisations informelles de migrants au sein des communautés d'accueil. Ces organisations sont devenues des interlocuteurs clés des institutions officielles, jouant un rôle essentiel dans le rétablissement de la confiance des migrants et des communautés d'accueil envers celles-ci.

Avec le soutien des OSC et des ONG, les communautés elles-mêmes ont également trouvé des moyens de favoriser l'inclusion et la coopération. Les valeurs islamiques et la tradition marocaine d'hospitalité influencent la mise à disposition des biens communs au niveau des ménages et des quartiers. Les communautés d'accueil et les migrants bénéficient également, sur le plan légal, des services d'éducation et de santé fournis par les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le principal défi consiste à

garantir que toutes les parties soient informées des services qui leur sont accessibles, dans de nombreux cas indépendamment de leur statut migratoire.

Pourtant, le discours contemporain sur la migration et le déplacement au Maroc est imprégné de xénophobie, d'exclusion et de racisme, problèmes aggravés par un environnement médiatique très critique à l'égard des migrants et des personnes déplacées. Néanmoins, les experts ont souligné l'impact des interactions positives répétées entre les migrants et les communautés d'accueil pour tempérer ces discours hostiles.

Messages politiques clés :

- La santé, l'éducation et le logement sont des besoins universels pour les communautés d'accueil et les migrants. Il faut veiller à ce que les programmes financés soient accessibles à toutes les personnes vivant dans le quartier, qu'elles soient hôtes ou migrantes, et que les espaces, services ou ressources auxquels ils aboutissent constituent des biens communs autour desquels l'identité de la communauté peut se construire.
- Il est essentiel de faire connaître l'histoire des migrations dans les zones d'arrivée. Ces récits peuvent aider les organisations internationales à contextualiser leurs programmes et à inscrire l'immigration et les installations dans une histoire plus large autour de laquelle peut se construire une identité inclusive.
- Renforcer la coopération entre les organisations au niveau des villes et des municipalités à l'échelle nationale. La coopération entre les villes peut combler les lacunes en matière de connaissances sur la politique migratoire nationale et réduire la dispersion des efforts des OSC et des ONG qui travaillent avec les migrants.

Introduction

Alors que de nombreux contextes de déplacement forcé et de migration impliquent une certaine forme d'installation, il en existe d'autres, tels que ceux des pays le long de la Méditerranée, où les schémas de migration et de déplacement sont marqués par une poursuite de la migration, des refoulements et une absence d'installation. D'un point de vue politique, comment les bailleurs de fonds mettent-ils en place des infrastructures locales et nationales pour aider les communautés d'accueil et les institutions locales à répondre non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux des personnes déplacées dans des zones marquées par des mobilités contestées et une absence d'installation ? La cohésion sociale est souvent la réponse à cette question, et son application dans les contextes de migration urbaine peut contribuer aux efforts d'intégration. Bien qu'il en existe différentes définitions, nous travaillons avec le concept de Leininger et al (2021), qui définit la cohésion sociale comme reposant sur trois axes :

La confiance : Les individus établissent de la confiance en dehors de leur cercle social (confiance horizontale) et dans leurs relations avec les institutions gouvernementales municipales et nationales (confiance verticale).

L'identité inclusive : Au sein d'une société, des personnes représentant des identités multiples peuvent vivre ensemble sans que leurs identités ne supplantent l'identité collective globale de la société. Dans les contextes de migration et de déplacement, la mixité des nationalités et des ethnies peut rendre la cohésion sociale difficile.

La coopération pour le bien commun : Les individus et les groupes coopèrent pour atteindre des intérêts qui dépassent le niveau individuel, notamment avec des organisations locales et, dans la mesure du possible, avec les autorités de la ville et de l'État, afin d'atteindre des objectifs communs.

Les contextes de migration et de déplacement représentent l'un des environnements les plus difficiles pour la construction de la cohésion sociale. La confiance verticale est souvent faible entre les migrants et le gouvernement du Maroc, la nature inclusive de l'identité marocaine est souvent confrontée à des obstacles comme la xénophobie, et la coopération pour le bien commun est difficile car les lois locales rendent dangereuse ou illégale la participation des migrants et des réfugiés à la vie publique. Malgré cela, de nombreuses ONG et OSC locales, comprenant des organisations à la fois civiles et religieuses, parviennent encore à apporter leur soutien aux communautés d'accueil et aux personnes déplacées dans les régions frontalières, en dépit des contraintes liées aux retards de soutien de la part des institutions municipales et nationales, ainsi que des bailleurs de fonds, auxquelles elles sont confrontées.

Le cas de Casablanca

Avec sa position stratégique au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, le Maroc conjugue, d'une part, un partenariat durable avec les pays occidentaux et l'Union européenne en matière de politiques migratoires et, d'autre part, un engagement croissant en faveur d'un rapprochement avec les pays africains. En plus d'être un pays d'émigration avec 9% de sa population vivant à l'étranger, le Maroc est également un pays d'immigration englobant une grande variété de profils : migrants de travail, étudiants étrangers, migrants irréguliers, réfugiés et demandeurs d'asile (Lemaizi, 2022).

Depuis 2018, le pays a adopté un changement en matière de politique migratoire, mettant en œuvre des mesures de plus en plus répressives à l'encontre des migrants. Suite au réchauffement des relations entre Madrid et Rabat en 2022, notamment en raison de l'évolution de la position de l'Espagne sur le Sahara occidental, son ancienne colonie, le Maroc a adopté une approche sécuritaire. Le pays a assumé la gestion externalisée des frontières europé-

ennes, en mettant en place des contrôles frontaliers plus stricts et des politiques de refoulement (El Arabi, 2023). L'incident de Melilla en 2022, une tentative coordonnée de milliers de migrants visant à pénétrer les enclaves espagnoles qui s'est soldée par la mort de 23 migrants et plus de 70 blessés, a durci la position des autorités marocaines sur les migrations et a conduit à de nouveaux refoulements de migrants subsahariens vers l'intérieur du pays.

Ce changement dans les politiques migratoires est ressenti de manière significative à Casablanca. Autrefois lieu de transit pour les migrants en route vers les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, la ville marque une nouvelle frontière entre l'Afrique et l'Europe. Les stratégies marocaines de contrôle des migrations comprennent de plus en plus la relocalisation interne des migrants irréguliers et des demandeurs d'asile subsahariens des zones frontalières du nord vers des villes situées plus au sud, le long de la côte ou dans le centre du pays. Béni-Mellal est un point de chute fréquemment utilisé par les autorités d'immigration. De là, de nombreux migrants ont tenté de rejoindre à nouveau les zones frontalières, sans s'arrêter à Casablanca, avant d'être repoussés au niveau de Rabat. En réponse, une zone tampon entre Rabat et Agadir s'est établie, forçant ainsi de fait les populations migrantes subsahariennes à s'installer à Casablanca, où les autorités ont adopté une approche de laissez-faire en matière de gestion des migrations (Carretero, 2023). Cet environnement moins hostile a conduit à la création du campement informel d'Ouled Ziane, formé pour la première fois en 2015 et aujourd'hui démantelé ; il était situé à la gare routière éponyme de Casablanca jusqu'en 2019.

Comment la cohésion sociale se manifeste-t-elle dans les communautés migrantes de Casablanca ?

Compte tenu de la nature paradoxale de la politique de migration interne et du contrôle des frontières extérieures, comment la cohésion sociale évolue-t-elle dans les contextes de déplacement urbain, en particulier quand les flux de déplacement sont continus et les installations à long terme relativement rares ? Des entretiens avec des experts d'ONG et d'OSC locales ont permis de cerner les défis liés à la construction de la cohésion sociale dans des contextes urbains marqués par des dynamiques migratoires et des déplacements fortement fluctuants.

Confiance institutionnelle

Si la confiance horizontale au sein des communautés existe et est soutenue par les OSC et les ONG locales, il est plus difficile d'instaurer une confiance verticale entre les migrants et les communautés d'accueil, ainsi qu'entre les institutions municipales et nationales. À Casablanca, les autorités locales adoptent une approche plus tolérante et non-interventionniste à l'égard des communautés de migrants, en contraste avec la répression policière plus marquée et les refoulements observés à Rabat et dans les zones frontalières. Dans cet environnement plus permissif, les personnes interrogées ont décrit comment des organisations informelles de migrants et des agents communautaires de la même nationalité ou du même groupe ethnique que les migrants servent d'intermédiaires, agissant comme médiateurs culturels entre les communautés migrantes et les institutions gouvernementales.

Figure 1 : Pôles de migration urbaine au Maroc

Source : Auteurs, image créée avec Datawrapper

L'utilisation d'agents communautaires est cruciale car les migrants ne font généralement pas confiance aux institutions formelles au Maroc, un problème alimenté par les préoccupations politiques discordantes du gouvernement marocain et de l'Union européenne. Bien que le gouvernement marocain promeuve un discours d'inclusion et de prise en charge globale des migrants, celui-ci se heurte à la réalité de politiques frontalières strictes, de la sécurisation de la migration et de refoulements violents aux points de passage des frontières. La nature contradictoire de la politique migratoire est souvent amplifiée par les barrières linguistiques pour les migrants qui ne parlent ni le français, ni le darija (l'arabe dialectal marocain). Pour les migrants, l'imprévisibilité des interactions avec les acteurs institutionnels affaiblit la confiance qu'ils accordent aux institutions elles-mêmes. Les agents communautaires ainsi que les ONG et les organisations de la société civile jouent un rôle d'intermédiaires jusqu'à ce que les migrants aient développé une confiance verticale suffisante envers les institutions gouvernementales marocaines pour interagir directement avec elles, par exemple en inscrivant eux-mêmes leurs enfants à l'école.

Identité inclusive

Les personnes interrogées ont décrit le Maroc comme un pays doté d'une identité nationale et culturelle tournée vers l'hospitalité, illustrée par des exemples de migrations et d'échanges intra-régionaux, ainsi qu'une tradition d'accueil des personnes souhaitant s'y installer, à condition que les coutumes locales soient respectées. Les échanges en matière d'éducation et de formation entre le Maroc et le Mali à la fin des années 1980 (Khrouz & Lanza, 2015) sont un exemple des types d'échanges qui ont servi de base aux réseaux actuels d'agents communautaires. Les médiateurs culturels d'aujourd'hui sont arrivés et se sont installés au Maroc grâce à ces programmes, et agissent comme un lien essentiel dans la construction de la confiance institutionnelle au sein des migrants et des personnes déplacées.

Toutefois, le maintien de la composante inclusive de l'identité culturelle au niveau horizontal se heurte à des difficultés. De nombreux quartiers et communautés d'accueil sont déjà économiquement et socialement marginalisés, et l'arrivée de migrants temporaires ajoute au stress des ressources auquel ces communautés sont

confrontées. Cette situation est aggravée par un environnement médiatique très critique à l'égard des migrants et des personnes déplacées qui viennent au Maroc ou qui le traversent. Pour lutter contre cela, les personnes interrogées ont souligné que les interactions positives répétées entre les migrants et les communautés d'accueil ont atténué l'impact de la rhétorique hostile à Casablanca, et ont aidé celles-ci à rester ouvertes à l'installation de migrants sur leur territoire.

Coopération pour le bien commun

Auparavant, il n'y avait qu'un nombre limité de migrants qui s'installaient à Casablanca, et un certain niveau de solidarité entre les migrants et les populations marocaines à faibles revenus était observable. Alors que l'organisation spontanée d'action collective de solidarité au niveau local entre les communautés d'accueil et les migrants n'a pas été mentionnée par les personnes interrogées, la prestation de services de santé et d'éducation par les organisations de la société civile et les organisations non-gouvernementales est un bien commun fourni à la fois aux communautés d'accueil et aux migrants. Étant donné le caractère transitoire des migrants et des personnes déplacées à Casablanca, il est difficile de créer le type de lien social et de réseau nécessaire à une action collective spontanée, mais la provision de services de santé et d'éducation par les OSC et les ONG crée un espace permettant de renforcer la coopération au niveau du quartier et de l'individu.

Cependant, un défi majeur est de s'assurer qu'aussi bien les communautés de migrants et de personnes déplacées, que les communautés d'accueil, ont connaissance des services disponibles et de leurs droits au Maroc. Cela requiert un certain niveau de coordination, car les experts locaux ont constaté que les médias audiovisuels ne traitent pas adéquatement les questions liées à l'immigration (Boukhssas, 2025). Une coopération solide et une coordination au niveau local sont donc nécessaires pour s'assurer que les migrants ont connaissance des services de

santé et d'éducation qui leur sont fournis légalement par les OSC et les ONG locales.

Synthèse des résultats

Bien que les entretiens et les observations des experts présentés dans la section précédente soient principalement représentatifs du contexte de Casablanca, où travaillent les personnes interrogées, ils peuvent être indicatifs des défis en matière de cohésion sociale auxquels les décideurs politiques seront généralement confrontés dans les zones à forte mobilité, de refoulement aux frontières et d'environnements peu propices à l'intégration. L'installation de migrants à Casablanca, dans sa forme actuelle, est un phénomène relativement récent et les chefs de communautés, ainsi que les agents communautaires jouent un rôle clefs en assurant la mise en relation des migrants avec les OSC et les ONG, ce qui peut ensuite contribuer à renforcer la confiance des migrants envers les institutions municipales et nationales. Ces interlocuteurs au niveau communautaire sont présents dans d'autres contextes de migration urbaine (par exemple en Malaisie (Martin-Shields & Munir-Asen, 2024) et au Ghana (Ekoh et al., 2025)), et ils établissent les bases d'une identité inclusive et d'une coopération pour le bien commun.

Concernant l'identité inclusive, particulièrement intéressant dans ce cas précis est le fait que le défi ne réside pas tant dans la création d'un nouveau sentiment d'inclusion, mais plutôt dans l'application de l'identité inclusive déjà présente dans la culture marocaine et à Casablanca, à de nouveaux modes d'installation. Les changements juridiques et les refoulements non seulement fragilisent la confiance institutionnelle, mais ont également contraint un plus grand nombre de migrants à s'installer à Casablanca. Avec la confiance institutionnelle comme fondement, il devient plus facile de faire intervenir l'identité marocaine d'inclusion et d'hospitalité. L'histoire des mouvements migratoires vers le Maroc rappelle que l'installation de populations

migrantes à Casablanca n'est pas un phénomène étranger, mais une réalité que les communautés locales ont su gérer depuis des décennies.

Enfin, une fois la confiance institutionnelle et l'identité inclusive établies, la coopération pour le bien commun devient possible. Les entretiens ont montré que, pour l'instant, cela se manifeste à petite échelle, souvent autour d'initiatives comme la distribution de repas ou d'aide alimentaire au sein des communautés. Toutefois, cette dynamique peut s'amplifier avec le temps. Dans des villes, comme Nairobi notamment, où les communautés réfugiées sont établies de longue date, on observe des formes d'organisation politique et sociale de plus grande envergure, fondées sur des bases solides de confiance institutionnelle et sur des couches successives d'identité inclusive (Martin-Shields, 2024).

Recommandations

D'après les résultats des entretiens que nous avons menés, nos recommandations visant à soutenir la cohésion sociale dans les contextes de migration et de déplacement s'appliquent principalement au cas marocain, mais offrent des enseignements pertinents pour d'autres contextes.

À l'intention des agences internationales, fondations et bailleurs de fonds :

- Assurer un rôle de « bons offices » entre le gouvernement national et les ONG et OSC au niveau municipal. L'établissement d'une relation de confiance entre les acteurs institutionnels locaux et nationaux peut contribuer à garantir que le gouvernement national ne se sente pas menacé par les initiatives locales en matière de migration et que les institutions locales aient une idée plus claire des limites juridiques dans lesquelles elles opèrent lorsqu'elles fournissent des services aux migrants.
- Garantir que les programmes financés soient accessibles à tous les habitants du quartier, qu'ils soient d'origine locale ou migrants, et

qu'ils contribuent à créer des espaces, services ou ressources considérés comme des biens communs répondants à leurs besoins fondamentaux. Ces éléments partagés sont propices à la construction d'une identité communautaire, l'accès à la santé, à l'éducation et au logement constituant un enjeu partagé par les communautés d'accueil et les personnes migrantes.

- Veiller à ce que les évolutions juridiques et les politiques ayant un impact sur les migrants et les communautés d'accueil soient communiquées à l'ensemble des ONG et OSC. Dans de nombreux cas, ce sont aussi les ressortissants du pays hôte qui méconnaissent les lois et les droits en vigueur ; ils doivent être aussi bien informés que les communautés migrantes.

À l'intention des organisations locales travaillant avec les migrants urbains et leur communauté d'accueil :

- Communiquer l'histoire des migrations et la manière dont elles ont façonné les quartiers d'accueil. Transmettre ces récits est essentiel, car cela peut permettre aux organisations internationales d'ancrer leurs programmes techniques dans les réalités et identités locales, tout en apportant des contre-discours face aux récits xénophobes véhiculés par certains médias et acteurs politiques.
- Saisir toutes les occasions de créer des réseaux et de renforcer la cohésion sociale entre les organisations. La cohésion sociale horizontale entre les OSC et les ONG réduit les risques de concurrence et de duplication des efforts et permet de mutualiser davantage de ressources au bénéfice des migrants et des communautés d'accueil.
- Développer la coopération entre les organisations municipales et urbaines à l'échelle nationale. La coopération entre villes pourrait contribuer à consolider les enseignements tirés par les ONG et les OSC, et à améliorer la prestation des services locaux.

Références

- Boukhssas, M.-K. (2025). Étude sur le traitement de l'immigration étrangère par les médias marocains. *Réseau Marocains des Journalistes des Migrations*.
- Carretero, L. (2023). Casablanca, nouvelle impasse pour les migrants désireux de rejoindre l'Europe. *InfoMigrants*. <https://www.infomigrants.net/fr/post/47583/casablanca-nouvelle-impasse-pour-les-migrants-desireux-de-rejoindre-leurope>
- Ekoh, S., Martin-Shields, C., Kitzmann, C., Küssau, N., Pfeffer, M., Platen, M., Reinel, T., Setrana, M., Appiah Kubi, J., & Effah, S. (2025). *Social cohesion in the context of environmental/climate-related internal displacement in Ghana* (IDOS Discussion Paper 15/2025). IDOS. <https://doi.org/10.23661/idp15.2025>
- El Arabi, S. (2023). La gouvernance des migrations subsahariennes au prisme de la politique de dispersion spatiale au Maroc. *L'Espace Politique*, 46 (2022-1). <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.10874>
- Khrouz, N., & Lanza, N. (Eds.). (2015). *Migrants au Maroc* (1-). Centre Jacques-Berque, Konrad-Adenauer-Stiftung. <https://doi.org/10.4000/books.cjb.865>
- Leininger, J., Burchi, F., Fiedler, C., Mross, K., Nowack, D., von Schiller, A., Sommer, C., Strupat, C., & Ziaja, S. (2021). *Social cohesion: A new definition and a proposal for its measurement in Africa* (Discussion Paper 31/2021). German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE). <https://doi.org/10.23661/dp31.2021.v1.1>
- Lemaizi, S. (September 2022). Politique migratoire au Maroc, entre pressions européennes et chantage marocain. *MADAR*, pp. 5-7. <https://tanmia.ma/09-03-2023/53784/>
- Martin-Shields, C. (2024). Moderating digital communities in hybrid governance contexts: Refugees' digital inclusion and communication in Nairobi. In N. Stremlau & C. Voyvodic Casabó (Eds.), *Technology and governance beyond the state: The rule of non-law* (pp. 93-104). Routledge.
- Martin-Shields, C., & Munir-Asen, K. (2024). Do information communication technologies (ICTs) support self-reliance among urban refugees? Evidence from Kuala Lumpur and Penang, Malaysia. *International Migration Review*, 58(1) 69-93.

Elise Delespesse est une consultante indépendante basée à Bonn, en Allemagne.

Email : elise.delespesse@gmail.com

Charles Martin-Shields est chef de projet et chercheur principal au sein du département de recherche « Transformation of Political (Dis-)order » au German Institute of Development and Sustainability (IDOS) à Bonn.

Email : charles.martin-shields@idos.research.de

Le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) est financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Économique (BMZ), selon une résolution du Bundestag, et par l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW) en tant que membre de la Johannes-Rau-Forschungsgemeinschaft (JRF).

Suggestion de citation :

Delespesse, E., & Martin-Shields, C. (2025). *Favoriser la cohésion sociale dans les contextes frontaliers : leçons tirées de l'expérience des communautés d'accueil et des migrants à Casablanca* (IDOS Policy Brief 1/2026). IDOS. <https://doi.org/10.23661/ipb1.2026>

Clause de non-responsabilité :

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteur·e·s et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du German Institute of Development and Sustainability (IDOS).



Sauf indication contraire, le contenu de cette publication fait l'objet d'une licence Creative Commons Attribution-CC-BY 4.0 Organisations Internationales. La licence autorise la reproduction, la (re)diffusion et la modification/l'adaptation de cette oeuvre dans la mesure où le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) et l'/les auteur·e·s sont nommé·e·s.

IDOS Policy Brief / German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

ISSN (Print) 2751-4455

ISSN (Online) 2751-4463

DOI : <https://doi.org/10.23661/ipb1.2026>

© German Institute of Development and Sustainability (IDOS) gGmbH

Tulpenfeld 6, 53113 Bonn

Email : publications@idos-research.de

<https://www.idos-research.de>

Imprimé sur du papier certifié écologique.

